

20230523 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/gymnase-louis-chanfray- evacue-la-ville-de-lyon-denonce-la-methode-des-collectifs>



Sandrine Runel, adjointe aux solidarités à la Ville de Lyon. ©CM

Gymnase Louis Chanfray évacué : la Ville de Lyon dénonce "la méthode" des collectifs

par Clémence Margall

Après l'évacuation d'environ 80 personnes du gymnase Louis Chanfray (2e arr), la Ville de Lyon assume sa décision et estime que les collectifs "se disqualifient" par leurs actions, mais en appelle aussi à l'aide de l'État.

[Mercredi 22 mai au soir, les forces de l'ordre sont intervenues au gymnase Louis Chanfray](#) dans le 2e arrondissement de Lyon après qu'environ 80 personnes, dont des femmes et des enfants à la rue, ont tenté d'occuper les lieux. Soutenue par les collectifs Jamais Sans Toit et Solidarité entre Femmes à la rue, l'occupation des lieux qui avait débuté en fin d'après-midi s'est achevée vers 20h30.

Lire aussi : [Gymnase Chanfray évacué à Lyon : la Ville assume et attend une aide de l'Etat](#)

Une évacuation demandée par le maire du 2e arrondissement Pierre Oliver et la Ville de Lyon qu'elle a justifié dans la soirée en estimant qu'elle ne pouvait "*pas accepter que des équipements municipaux soient utilisés sans autorisation au détriment des usagers.*" Une décision qui n'est pas passée auprès du collectif Jamais Sans Toit qui, très vite, a déploré sur son compte X (ex-Twitter) que "*la Mairie de Lyon a définitivement perdu son âme*". Déjà début mai, [170 personnes à la rue avaient été évacuées du gymnase Dargent](#), dans le 8e arrondissement.

"On dénonce la méthode, les collectifs se disqualifient"

Dans ce climat tendu entre les collectifs et la Ville de Lyon, la municipalité et son adjointe déléguée aux solidarités, Sandrine Runel, ont tenu à organiser une conférence de presse à l'Hôtel de Ville ce jeudi pour réaffirmer sa décision, mais aussi son engagement contre le sans-abrisme. "*L'occupation était illégale et ça n'est pas une solution*", a débuté Sandrine

Runel. *"L'évacuation s'est passée dans le calme et il n'y a eu aucune incarcération ou garde à vue"*, a-t-elle encore précisé en préambule.

Alors que les 80 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été remises à la rue, la Ville de Lyon et son maire, Grégory Doucet n'ont, pour l'heure, *"pas connaissance"* du sort des évacués mais assurent qu'ils maintiennent leur *"engagement."* *"Notre ligne politique ne bouge pas et on reste pleinement mobilisé"*, a ajouté Sandrine Runel. *"Ce qu'on dénonce aujourd'hui, c'est la méthode de ces collectifs, a-t-elle expliqué avant d'ajouter, nous sommes en dialogue permanents avec eux, mais nous n'étions pas en capacité d'accompagner dignement ces familles qui rentrent dans des gymnases de cette manière."*

"Notre ligne politique ne bouge pas et on reste pleinement mobilisé."

Sandrine Runel, adjointe aux solidarités à la Ville de Lyon

[Tweet](#)

Si Sandrine Runel affirme que le dialogue est maintenu, il n'en reste pourtant pas moins compliqué. D'un côté, le collectif Jamais Sans Toit a dénoncé [le "rapport ambigu" de la Ville avec l'État](#) et lui reproche de faire de la *"récupération politique."* Et de l'autre, la collectivité assure que le collectif n'a jamais répondu à ses propositions de nuitées d'hôtel et de mise à l'abri pour ces personnes. *"Je renouvelle cette proposition"*, a assuré Sandrine Runel.

"On appelle la préfète à se mobiliser à nos côtés"

La Ville de Lyon déplore aussi être *"à la limite des moyens que l'on a mis en place depuis quatre ans"*, renvoyant ainsi la responsabilité à l'État et la préfecture du Rhône. *"Ne nous trompons pas d'ennemis, on développe des moyens assez exceptionnels, on accompagne les occupations d'école, mais au regard de la précarisation de la société à Lyon, on a besoin de moyens supplémentaires de la part de l'État"*, a déclaré l'adjointe aux solidarités. *"On a fait un recours contre l'État, on ne peut pas mieux faire, mais on appelle la préfète à se mobiliser à nos côtés. On ne peut pas y arriver seul"*, a enfin conclu l'adjointe au maire.

Dans l'attente d'une *"dialogue plus constructif"*, Grégory Doucet doit notamment rencontrer Fabienne Buccio, la préfète du Rhône, pour évoquer ce sujet ce jeudi après-midi avant le rassemblement organisé par les collectifs devant l'Hôtel de Ville vendredi soir.

[Lire aussi : Évacuation du gymnase Dargent : la Ville de Lyon appelle l'État à "assumer ses obligations"](#)